

L'AGEFI

QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE

RÉSERVES DE LA BANQUE NATIONALE
Le retour très relatif
à une certaine sérénité

PAGE 3

JA-PP/JOURNAL — CASE POSTALE 5031 — CH-1002 LAUSANNE



PAOLO BERNASCONI ET CONFLITS FISCAUX

«Il faut s'inspirer des Britanniques»

PAGE 5

LA SUISSE BIEN AU-DESSUS DES PRÉVISIONS
62.400 emplois créés en un an

PAGE 8

ENTRE LES DEUX ÉCOLES POLYTECHNIQUES
34 entreprises créées en un an

PAGE 4

POSTES VACANTS EN BANQUE ET FINANCE
Au plus bas depuis trois ans

PAGE 3

MISES SUR LE MARCHÉ DANS LA PHARMA
Progression de 30% sur un an

PAGE 6

RÉSERVATION DE FORFAITS DE SKI
L'ingénieur portail genevois

PAGE 6

LES BANQUES PLUTÔT PRÊTES POUR RUBIK
Coup d'œil sur les préparatifs

PAGE 5

SUROBLIGATOIRE ET PRÉRETRAITES (AVS)
L'urgence d'une intervention

PAGE 4

Indépassable pour l'instant



HUBERT LORENZ. Mimotec détient un procédé industriel unique dans l'industrie horlogère.

Mimotec, basé à Sion, développe et produit des microcomposants, essentiellement pour l'industrie horlogère. Cette ancienne spin-off de l'EPFL créée en 1998 par Hubert Lorenz, propose un procédé innovant lié à la technologie LIGA (lithographie, galvanoplastie, électroformage). La technique utilisée a l'avantage d'être moins onéreuse et de pouvoir être rapidement mise en œuvre. Ce qui rend le procédé très performant face aux méthodes traditionnelles (électroérosion, étampage). La société, qui a réalisé un chiffre d'affaires de quinze millions de francs l'an dernier, contrôle depuis 2006 la filiale Sigatec. Ce joint venture, né de la collaboration avec la manufacture horlogère locale Ulysse Nardin, propose des composants de montre en silicium par gravure. Les produits Sigatec trouvent également des débouchés dans le domaine de l'aéronautique, plus précisément dans la connectique de fibre optique. Mimotec, qui espère doubler ses ventes d'ici cinq ans, bénéficie d'une avance importante, selon son CEO et créateur. Elle développe actuellement un nouveau produit lié à l'authentification des composants permettant de lutter efficacement contre la contrefaçon. La société procédera à une augmentation des effectifs, mais de manière limitée. Elle souhaite avant tout optimiser son système de production en investissant dans divers procédés, dès cette année. **PAGE 6**

La sous-traitance automobile sous une pression extrême

Le secteur fait peu parler de lui mais emploie 35.000 personnes en Suisse. La concurrence asiatique est infernale.

DAMIEN GROSFORT

La sous-traitance des constructeurs d'automobiles dans le monde passe souvent pas la Suisse. Une étude de l'EPFZ fait ressortir l'importance de ce débouché: chaque véhicule mis sur le marché mondial compte en moyenne 70% de composants non fabriqués par les constructeurs. Les entreprises suisses concernées sont vouées à des contraintes d'adaptabilité répu-

tées extrêmes. La sous-traitance automobile porte sur plus de 300 sociétés dédiées, et touche près de 35.000 personnes dans le pays. Alors que la Suisse est largement reconnue pour son industrie horlogère, qui emploie environ 50.000 personnes, elle ne l'est guère dans cette activité de coulisse qui réalise pourtant un chiffre d'affaires annuel de près de huit milliards de francs. La branche est principalement concentrée sur la production des

moteurs, boîtes de vitesses ou carrosseries. Elle dépend fortement des exigences actuelles qui concernent la sécurité, le confort, la communication, l'efficacité énergétique ou encore la construction allégée.

Les pièces détachées se retrouvent dans presque tous les véhicules allemands haut de gamme, mais aussi dans des modèles grand public d'autres marques.

Cette orientation fait que les entreprises suisses ont plutôt bien

résisté aux chocs de ces dernières années. Grâce à l'importance de leurs capitaux propres également, et aux investissements en continu dans l'innovation.

La concurrence asiatique est particulièrement vive. Les stratégies pour y résister sont comparables à celles d'autres secteurs, souvent en plus aigu: offrir des solutions à haute teneur technologique et de fiabilité, assurer un service de bon niveau et diversifier la clientèle. **PAGE 7**

L'INDUSTRIE DU LUXE EN EUROPE

Pessimisme de convenance à haut niveau

Les rythmes de croissance observés depuis la sortie de crise ne seront pas atteints cette année. Le potentiel n'est pas en cause. Mais sous certaines conditions.

Le luxe européen a offert une progression boursière de près de 30% en 2012, dépassant la majorité des indices globaux et sectoriels, à l'issue d'une nouvelle année de croissance des ventes très soutenue. Une performance qu'il sera difficile de reproduire selon Citi, qui entame l'année avec une projection complète. Difficile à reproduire, pour plusieurs raisons. La première, la plus visible et la plus

compréhensible est l'état des comparatifs, très élevés, très exigeants. D'autant plus que l'activité fait maintenant face à un phénomène de saturation qui débouchera forcément sur une normalisation de la croissance à un niveau inférieur à la progression à deux chiffres (à laquelle le marché s'est habitué). Les grandes thématiques n'ont en revanche pas changé. 2013 se jouera une fois encore sur l'importance de la demande chinoise, qui représente le moteur principal des ventes, dans et hors des frontières chinoises. Un impressionnant connu, mais dont les effets devraient commencer à apparaître sérieusement, alors que les fabricants testeront leur vraie capacité bénéficiaire. **PAGE 13**

NOUVELLE ADAPTATION DE BÂLE III

D'importance très variable pour la Suisse

La couverture en capital propre et celle en liquidités font les deux parties de Bâle III. Mais les enjeux ainsi que les banques concernées ne sont pas les mêmes. Si les grandes banques du monde entier sont en train d'appliquer les mesures leur permettant d'atteindre une couverture conforme en capital propre, elles devraient être moins concernées par la question des liquidités. Les deux grandes banques suisses doivent déjà respecter un régime spécial depuis 2010, remplissant ainsi des exigences très similaires au LCR. Les autres établissements bancaires doivent se préoccuper davantage des actifs à réunir pour assurer la couverture en cas de retraits massifs pendant 30 jours. Elles auront



STEFAN INGVES. Le Comité de Bâle qu'il préside a bien assoupli le timing.

noté avec un certain soulagement que les règles entreraient certes en vigueur en 2015 comme prévu, mais avec un taux minimum de couverture requis de seulement 60%, pour n'atteindre les 100% qu'en 2019. Disposant ainsi d'un temps d'adaptation supplémentaire de quatre ans. **PAGE 3**

ÉDITORIAL LEVI-SERGIO MUTEMBA

La Fed amorce un virage crucial

Les prévisions d'experts révisées sont courantes dans pratiquement tous les domaines. Dans le monde financier, le vrai peut passer pour faux, le probable pour improbable du jour au lendemain. Il y a douze mois, seule une minorité d'investisseurs osait parier sur un rebond à deux chiffres des cours des principaux indices pendant l'année qui vient de s'achever. Pour ce qui est des matières premières, il faut dire que des conditions climatiques exceptionnelles ont invalidé nombre de pronostics. Le dernier revirement concerne étrangement la Réserve fédérale. Elle dont on était si sûr, depuis des mois, qu'elle maintiendrait l'ensemble de son dispositif exceptionnel de stimulation monétaire au moins jusqu'à la fin de cette année. Elle laisse maintenant entendre qu'elle pourrait commencer sa sortie ces prochains mois déjà. Pour autant que l'économie, en particulier l'emploi, continue d'afficher des signes

solides de reprise. Il n'y avait qu'à lire les récentes perspectives d'investissement des gestionnaires d'actifs (publiées avant la fin de l'année), pour y trouver de multiples affirmations de type: «La Fed pourrait même prolonger son programme d'assouplissement monétaire et/ou de taux bas au-delà même de 2014».

Le changement de ton a tout juste commencé. L'approvisionnement en liquidité par la banque centrale a fonctionné comme une option d'achat gratuite sur les actifs risqués. Étouffant également la volatilité des taux, tant sur les segments les plus sûrs du marché obligataire que sur les plus spéculatifs. Les hedge funds ont ainsi pu accumuler près de 1000 milliards de dollars d'emprunts du Trésor américain. De quoi inquiéter les plus fauconniers parmi les membres du Comité de politique monétaire craignant la formation de bulles potentielles des actifs

financiers résultant du «Bernanke Put». Le signal verbal envoyé jeudi par la Fed paraît avoir été la première étape d'un processus de mise en place d'une nouvelle communication. Où il s'agit de régler de manière la plus fine possible sa politique monétaire de sortie, face à des opérateurs de marché, des banques et des hedge funds qui ne s'y attendent pas forcément.

Le rebond récent et significatif des rendements des Treasuries et du Bund (par extension la baisse légère des taux périphériques dans la zone euro) devaient être des indicateurs plutôt positifs. Le marché est ainsi amené à réagir davantage aux données dures de l'économie qu'aux slogans monétaires. Comme le soulignait Crédit Agricole juste avant la diffusion du communiqué de la Fed jeudi dernier, «la Réserve américaine a besoin de rétablir la volatilité sur les taux obligataires». ■



9 771421 948004 20002

L'excellence suisse est reconnue

INDUSTRIE AUTOMOBILE. Les sous-traitants suisses ont les atouts pour maintenir leur positionnement face à la concurrence asiatique.

DAMIEN GROSFORT

Le Salon de l'Auto reçoit chaque année plus de 700.000 visiteurs, la plupart d'entre eux ignorant que les dernières nouveautés renferment de plus en plus souvent des technologies suisses. Une récente étude de l'EPFZ (l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich) met en avant le secteur des sous-traitants suisses, qui concerne plus de 300 sociétés, emploie près de 35.000 personnes et réalise un chiffre d'affaires annuel de plus de huit milliards de francs.

Avec une constante évolution technologique, l'adaptation aux demandes des constructeurs est le principal défi des entreprises suisses, qui vont aussi devoir faire face à une concurrence asiatique accrue.

Si la Suisse est reconnue sur le plan international pour son industrie horlogère, qui emploie environ 50.000 personnes, elle ne l'est pas pour son industrie de la sous-traitance automobile car la plupart des fournisseurs mènent d'autres activités en parallèle. La responsable du Center for Automotive Research de l'EPFZ, Anja Schulze, précise: «Ils sont le plus souvent également actifs dans d'autres domaines comme les technologies médicales ou les machines textiles, raison pour laquelle ils ne sont pas considérés comme des sous-traitants automobiles à part entière». La spécia-

liste fait référence aux plus grands fabricants suisses de composants automobiles, parmi lesquels figurent Dätwyler pour les matières plastiques, Georg Fischer pour les pièces en fonte ou encore Komax spécialiste des câbles et de l'automatisation.

Alors que chaque véhicule mis sur le marché compte désormais 70% de composants fabriqués à l'extérieur (80% d'ici dix ans), les sous-traitants suisses ne cessent de consolider leurs positions sur le marché. Les acteurs du secteur sont surtout engagés dans la production de moteurs, boîtes de vitesses et carrosseries. Les exigences modernes relatives à la sécurité, au confort, à la communication et à l'efficacité énergétique nécessitent désormais également des soutiens électroniques et en font la catégorie de produits au taux de progression le plus élevé. Les principaux challenges des départements recherche et développement concernent aussi la réduction des émissions de substances nocives ainsi que la construction allégée. «Nous sommes dans un domaine hautement technologique et donc intimement lié à la recherche» affirme Anja Schulze. «La qualité des pièces détachées suisses devrait permettre à l'industrie de se démarquer encore plus dans le futur». Ces dernières se retrouvent désormais dans presque toutes les voitures allemandes haut de gamme

mais aussi de plus en plus souvent dans les véhicules grand public d'autres marques.

Face à la crise, les entreprises suisses ont toutes bien résisté: «L'ensemble des sous-traitants avaient une part de capitaux propres relativement élevée», précise Anja Schulze, soulignant que les carnets de commandes se sont remplis à un rythme élevé ces dernières années. «Les fournisseurs ne savent plus comment faire pour organiser les tournus du personnel afin de répondre aux demandes des constructeurs. Personne n'aurait imaginé un tel redressement» ajoute-elle.

Les résultats des entreprises pour l'année 2012 confirment que la crise, aussi peu ressentie fut-elle, est définitivement derrière. Beat Römer, porte-parole de Georg Fischer précise: «Le secteur de l'automobile a crû plus rapidement que nos deux autres secteurs d'activité» (évoquant la tuyauterie et les machines-outils). Il souligne l'effort d'innovation réalisé par les entreprises dans de multiples domaines dont la construction allégée, qui a permis de «renforcer cette tendance».

Quant au bon positionnement constaté dans l'étude concernant la production à grande échelle, il s'explique avant tout par la qualité et la haute précision des produits suisses, soutient Anja Schulze. L'implication des entreprises se fait d'ailleurs de plus en

plus en amont, signe d'un professionnalisme reconnu sur le plan international: «Le plus souvent, nous sommes là dès la conception d'un nouveau modèle, et nous pouvons y apporter notre savoir-faire», explique Franziska Tschudi, CEO du groupe Wicor, spécialisé dans les matières plastiques.

Si la branche peut afficher une grande stabilité et de belles perspectives de croissance, elle n'en demeure pas moins affectée par la concurrence, principalement asiatique. La spécialiste émet effectivement certains doutes quant à la capacité des entreprises suisses à maintenir leur position sur la durée, en produisant des pièces détachées swiss made coûteuses face à la concurrence asiatique. Selon elle, «Les entreprises suisses doivent continuer à viser l'innovation et surtout l'avance technologique, en s'engageant sur des terrains à fort potentiel de croissance». Anja Schulze estime que les hautes écoles suisses offrent de nombreuses possibilités de collaboration que les entreprises devraient mieux exploiter.

Outre les qualités de fabrication, elle estime que les points forts des

sous-traitants suisses résident aussi dans leur diversification et leur indépendance financière.

Elle rappelle que les entreprises n'ont pas suivi aveuglément les acheteurs sur la voie de nouveaux marchés: «Mises sous pression par leurs clients afin qu'ils délocalisent leur production sur les sites étrangers, les entreprises ont malgré tout continué à produire en Suisse».

L'étude confirme une marge de progression notable pour les fournisseurs de l'industrie automobile, en se basant sur le développement rapide des composants électroniques dans les véhicules et les exigences toujours plus élevées sur les matériaux.

Alors que les producteurs automobiles sont entrés depuis quelques années dans une spirale de vive concurrence, ils sont contraints d'améliorer sans cesse leurs nouveaux modèles, de s'adapter aux dernières technologies et, dans le même temps, de réduire leurs coûts: ils ne peuvent plus se permettre de développer et produire eux-mêmes toutes les pièces de leurs véhicules et doivent ainsi de plus en plus s'appuyer sur leurs fournisseurs. ■

ALORS QUE CHAQUE NOUVEAU VÉHICULE COMPTE
DÉSORMAIS 70% DE COMPOSANTS FABRIQUÉS
À L'EXTÉRIEUR, LES SOUS-TRAITANTS SUISSES
CONSOLIDENT LEURS POSITIONS SUR LE MARCHÉ.

Progression des ventes de viande en Suisse

BELL. Le transformateur de viande a enregistré une hausse du volume de 1,4%. Alors que le recul du marché est estimé à 2%.

Bell a affiché un chiffre d'affaires stable en 2012. Ce dernier a progressé de 0,4% à 2,52 milliards de francs, et de 0,6%, corrigé des effets monétaires et structurels, a indiqué hier l'entreprise. Le volume des ventes a reculé en revanche de 1,1% à 222,0 millions de kg.

Pour ce qui est de la répartition géographique, Bell Suisse a enregistré une hausse des ventes de 1,4% à 122,5 millions de kg, alors que le recul du marché est estimé à 2%. Le chiffre d'affaires a progressé moins fortement de 0,6% à 1,76 milliards de francs. Ceci est à mettre au compte d'une baisse des prix de vente de 0,8% en moyenne. La croissance revient une nouvelle fois, selon Bell, à la viande suisse et aux crustacés. Bell Allemagne a enregistré une hausse de chiffre d'affaires de 1,5% à 484,0 millions de francs. Le volume des ventes a baissé sur un an à 66,0 millions de kg, soit

de 2,5%. Ce résultat est dû à une restructuration de l'assortiment. Bell Europe centrale/Benelux a évolué de façon contrastée. En Pologne, en République tchèque et en Slovaquie, le chiffre d'affaires a évolué positivement, ce qui n'a pas été le cas de la Hongrie. Dans les pays du Benelux, le chiffre d'affaires a pâti des pertes d'un groupe de produits. Dans l'ensemble, la division a réalisé un chiffre d'affaires de 188,5 millions de francs (-6,2%; en monnaies locales -4,2%) et les ventes ont baissé d'un bon 13% à 20,6 mio kg. En France, les ventes ont bien progressé de 6,2% à 12,6 millions de kg. Le chiffre d'affaires de Bell France a crû de 4,6% à 97,4 millions de francs (6,8% en monnaies locales).

Les résultats complets 2012 seront publiés le 15 février. Le porte-parole de Bell, Davide Elia, a expliqué qu'il est encore trop tôt pour chiffrer le résultat net. Il a indiqué que la réorganisation en Allemagne est en bonne voie, après la fusion, au 1^{er} septembre 2012, des filiales Zimbo et Abraham avec Bell Deutschland, de même qu'en Hongrie. ■

GLOBUS: nouveau directeur ressources humaines

Globus, filiale de Migros, a nommé Luciano Ponti directeur des ressources humaines (RH). Il entrera en fonctions dès février 2013, indique le groupe de grands magasins. M. Ponti a exercé pendant dix-huit ans des fonctions dirigeantes chez Manor, principalement à la division RH, ainsi que comme directeur de succursale. Il était membre de la direction du groupe Manor.

Légère croissance malgré une forte baisse des prix

COOP. Le secteur du commerce de détail a généré des ventes de 18,5 milliards de francs. Une hausse nominale de 0,5% sur un an.

Coop a légèrement amélioré ses ventes en 2012. Le chiffre d'affaires global du groupe bâlois de distribution a progressé de 0,3% sur un an, à 27,8 milliards de francs. Corrigée des effets de change et de l'inflation, la croissance atteint 1,5%. Coop qualifie ce résultat de réjouissant, «dans un contexte économique difficile, marqué par une forte baisse des prix» et «une vive concurrence en Suisse et à l'étranger», selon un communiqué. En 2011, le chiffre d'affaires du distributeur avait bondi de 38,9%, grâce à l'acquisition de Transgourmet, numéro deux européen du commerce de gros alimentaire.

Coop publiera son bénéfice net et les résultats détaillés de l'exercice 2012 le 26 février.

Le groupe inscrit toujours la plus grande partie de son chiffre d'affaires dans le commerce de détail. Ce secteur a généré des ventes de 18,5 milliards de francs, soit une hausse nominale de 0,5% par rapport à l'année précédente et une croissance réelle de 1,7%.



JOOS SUTTER. Le président de la coopérative qualifie les résultats de réjouissants.

Là aussi, le numéro deux de la distribution en Suisse, après Migros, considère le résultat comme positif, vu «la baisse de 1,2% des prix sur l'ensemble de l'assortiment alimentaire et non alimentaire». Hors stations-service, carburants et mazout, les prix affichent même un recul de 1,8%. Coop a baissé le prix de 1500 produits l'an dernier, relève le communiqué. Les magasins spécialisés dans le commerce de détail, soit 823 surfaces de vente en tout, ont encaissé un chiffre d'affaires de 11 milliards de francs, en recul de 0,5%. Le secteur «trading», soit 566 magasins Coop City, Brico+Loisirs, Import Parfumerie, Toptip/Lumimart, Interdiscout et Christ Montres & Bijoux, a dégagé un chiffre d'affaires de 3,1 milliards, en baisse de 2,8% comparé à l'année précédente.

Le groupe comptait au total 2128 magasins le 31 décembre 2012,

soit 28 de plus qu'une année plus tôt. A la même date, la surface de vente totale s'élevait à près de 2,7 millions de m² (+1%).

Les filiales entièrement consolidées, stations-service comprises, ont réalisé un chiffre d'affaires de 3,8 milliards en hausse de 5%. Les ventes de carburant de Coop Mineraloel ont augmenté de 4% pour un chiffre d'affaires de 2,7 milliards (+7,9%). Les revenus des magasins Coop Pronto, hors carburant, ont crû de 6,6% à 1 milliard de francs. La société d'électroménager et d'électronique Fust a dégagé 0,9 milliard de francs (+2,8%) et les pharmacies Coop Vitality 141 millions (+6,8%). Quant aux ventes en ligne, elles ont bondi de 22,1% à 0,2 milliard de francs. Coop@home a affiché une croissance de 12,6% à 96 millions et microspot.ch de 19,6% à 87 millions. Transgourmet a réalisé un résultat net de 8,2 milliards, en hausse de 2,8%. En francs, celui-ci est resté stable. Les entreprises de production de Coop ont de leur côté dégagé des revenus de 1,1 milliard, en recul de 0,7% en monnaies locales. – (ats)

LES VENTES EN LIGNE
ONT BONDÉ DE 22,1%
À 200 MILLIONS
DE FRANCS.

Volkswagen reste la marque la plus vendue

AUTOMOBILE. Les ventes de voitures neuves ont augmenté en 2012 de 2,9% pour totaliser 328.139 unités.

Auto-suisse, l'association des importateurs suisses d'automobiles, se montre satisfait du résultat obtenu en 2012. «Nos membres, les importateurs officiels et leurs concessionnaires de marques, ont fait les choses à fond dans un environnement économique de plus en plus difficile», souligne son président Max Nötzli.

Il relève que la Suisse fait bonne figure en comparaison internationale, de nombreux pays de l'UE ayant accusé une baisse massive de leurs ventes. Les ventes de voitures neuves en Suisse ont augmenté en 2012 de 2,9% pour totaliser 328.139 unités. Il s'agit de la deuxième meilleure année de tous les temps, derrière l'exercice 1989 où 335.094 véhicules avaient été immatriculés.

Reste que la branche a vécu une fin d'année difficile. Les immatriculations ont diminué de 4,5% en décembre sur un an pour atteindre 29.108, soit un quatrième mois de baisse.

Dans le détail, les ventes de voitures diesel ont affiché une vive progression l'an dernier, en hausse de 15,6% à 121.429 unités. Les immatriculations de véhicules tout-terrain (4X4) ont quant à elles bondi de 20,1% à 109.774, alors que les automobiles à motorisation alternative, qui partaient d'un niveau relativement faible, ont augmenté de 20,9% à 8461.

Le géant allemand Volkswagen, numéro un européen du secteur, confirme sa suprématie, en classant trois de ses marques en tête. La marque éponyme reste la plus vendue en Suisse, avec 44.258 véhicules écoulés (+9%).

Elle devance Audi, qui affiche une croissance de 19,4% à 22'083 unités. La troisième place revient au constructeur tchèque Skoda, également contrôlé par Volkswagen, avec une progression de 9,5% à 19.132 unités. Viennent ensuite le constructeur haut de gamme allemand BMW (+8,1% à 18'947) et le groupe américain Ford, en légère baisse (-1,2% à 18'179).

Les marques françaises sont par ailleurs à la peine. Renault accuse une baisse de 6,8% à 17'084, Peugeot de 19% à 12'298 et Citroën de 10,1% à 11'678.

L'exercice 2013 s'annonce plus délicat. L'association auto-suisse table sur seulement 295.000 ventes de voitures neuves, soit un recul de quelque 10% par rapport à l'année passée. – (ats)

AMAG: progression annuelle satisfaisante

La part de marché des marques importées par AMAG (VW, Audi, SKODA et SEAT) a progressé à 28,8% l'année passée, contre 16,6% en 2011. Morten Hannesbo, CEO de la société AMAG s'est dit «enchanté» par les «très bons» résultats qu'obtiennent les marques du groupe Volkswagen. M. Hannesbo s'est dit par contre soucieux sur l'année 2013 qui vient de commencer.